



RAPPORT DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 MAI 2016
VILLE DE COLOMBES

Table des matières

Introduction.....	4
1. La section de fonctionnement.....	5
1.1. Les dépenses de fonctionnement	5
1.1.3. En 2015, la ville a économisé 3,3 millions d’euros sur ses charges à caractère général.....	6
1.1.4. 2,7 millions d’euros ont été économisés sur les dépenses de masse salariale.....	9
1.1.5. Des économies de 300 000 euros sur les charges financières de la ville	12
1.1.6. Des dépenses de péréquation en hausse de 600 000 euros.....	12
1.1.7. Des charges de gestion courante en diminution après retraitement des subventions d’équilibre aux budgets annexes.....	13
1.1.8. Autres dépenses de fonctionnement.....	16
1.2. Des recettes de fonctionnement en forte baisse	17
1.2.1. La ville n’ayant pas augmenté les impôts des ménages en 2015, la hausse des recettes fiscales s’explique par la croissance naturelle de ses bases.....	18
1.2.2. Des recettes de tarifs en hausse à cause de décalages de facturation et de recettes exceptionnelles.....	20
1.2.3. En 2015, la ville a perdu 3,3 millions d’euros de dotations de l’Etat	21
1.2.4. Les autres recettes de fonctionnement	22
2. Malgré de très fortes pertes de recettes, la ville a maintenu son effort d’investissement et son autofinancement en 2015	24
2.1. Des dépenses d’investissement 2015 marquées par la fin des travaux de l’ancienne municipalité et les opérations de gestion active de la dette	24
2.1.1. 23 millions d’euros de dépenses d’équipements ont été réalisées	24
2.1.2. Une politique de gestion active pour permettre à la ville de diminuer le coût de sa dette.....	25
2.1.2.1. Les remboursements anticipés : 15,9 millions d’euros	25
2.1.2.2. Les remboursements normaux d’échéances de dette : 11,4 millions d’euros	26

2.2.	Les recettes d'investissement	28
2.2.1.	Un autofinancement en hausse entre 2014 et 2015.....	28
2.2.2.	D'importantes recettes d'emprunt pour permettre à la ville de mener ses actions de gestion active de la dette	31
2.2.3.	Les autres recettes d'investissement	32
	Les budgets annexes	33
	Le budget assainissement	33
	Le budget de la Zone artisanale Gabriel Péri	33
	Le budget du centre sportif Lagravère	34
	Le budget du centre municipal de santé	34
	Conclusion	36

Introduction

Le compte administratif (CA) est dressé annuellement par la ville en conformité avec le compte de gestion du trésorier municipal et l'article L. 1612-2 du Code général des collectivités territoriales.¹ Le CA 2015 est établi sur la base des réalisations constatées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015 (journée complémentaire incluse) au regard :

- du budget primitif voté par le conseil municipal le 9 avril 2015,
- du budget supplémentaire valant décision modificative n°1 voté le 4 juin 2015,
- de la décision modificative n°2 votée le 29 septembre 2015,
- de la décision modificative n°3 votée le 17 décembre 2015.

Lors du vote de son budget primitif 2015, la ville avait affiché sa volonté de faire près de 4,8 millions d'euros d'efforts sur ses dépenses de fonctionnement. Le compte administratif permet de constater que cette feuille de route a largement été respectée et même dépassée avec 6,3 millions d'euros d'économies effectivement réalisées :

- 3,3 millions d'euros d'économies sur ses charges à caractère général
- 2,7 millions d'économies sur sa masse salariale,
- Et 300 000 euros sur ses charges financières.

Ces baisses de dépenses ont permis de compenser les pertes de recettes prévues lors de l'adoption du budget primitif et qui se sont vérifiées dans le courant de l'année :

- Perte de 2,7 millions d'euros de dotation globale de fonctionnement (DGF) en 2015 soit 4 millions d'euros de moins en 2015 par rapport à 2013,
- Perte de 600 000 euros de dotation de compensation suite au départ de Thalès en 2015 soit 1,2 million d'euros en 2015 par rapport à 2013.

¹ Article L.1612-12 du Code général des collectivités territoriales dispose que : « l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif [...]. Le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice. » (Version issue de la loi n°2013-403 du 13 mars 2013)

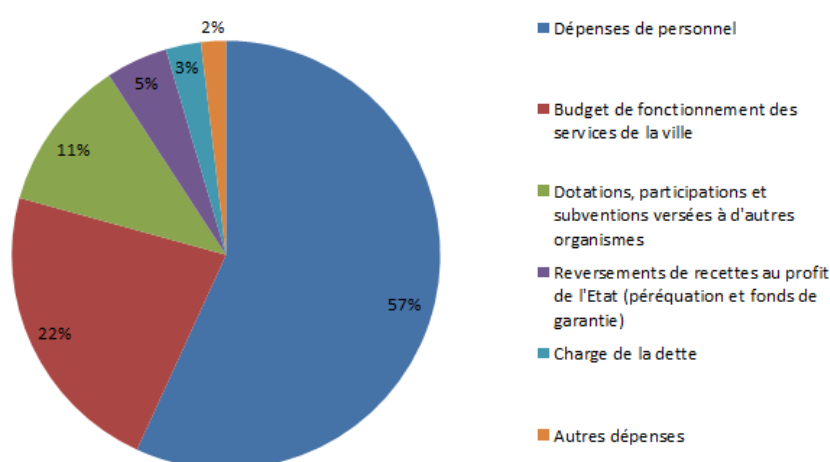
1. La section de fonctionnement

1.1. Les dépenses de fonctionnement

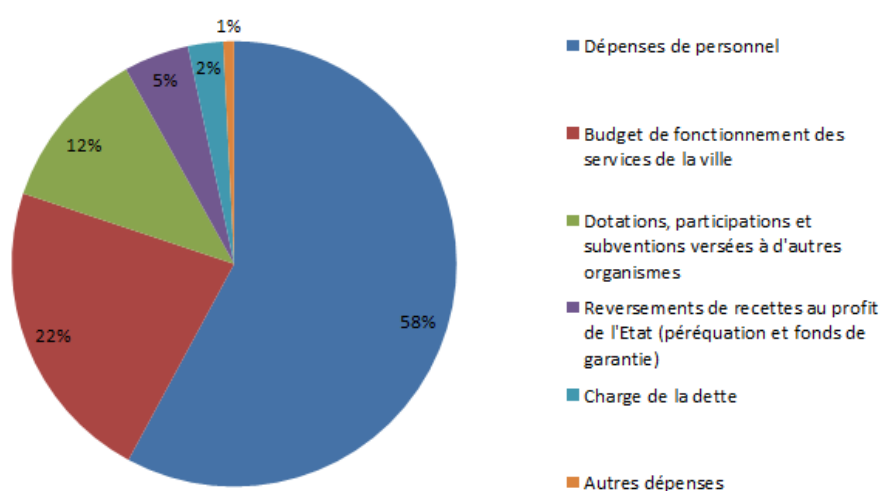
Entre 2014 et 2015, la répartition des dépenses de fonctionnement évolue peu. On note toutefois :

- une légère diminution de la part de la masse salariale due aux économies engagées
- une légère diminution de la part des subventions du fait de la diminution de subvention payée à la Maison de la Jeunesse et de la Culture (MJC),
- une augmentation de la part des autres dépenses liée à une provision exceptionnelle passée en 2015 pour 1 million d'euros (contentieux sur la DSP fourrière.)

Répartition des dépenses de fonctionnement 2015



Répartition des dépenses de fonctionnement 2014



1.1.3. En 2015, la ville a économisé 3,3 millions d'euros sur ses charges à caractère général

Les charges à caractère général regroupent l'essentiel des budgets de fonctionnement des directions et notamment les fluides (gaz, eau, électricité, carburant), les achats de fournitures, les prestations de services demandées à des organismes extérieurs ou encore le coût des locations de biens immobiliers par la ville.

Au moment du vote de ses budgets primitifs, la ville avait prévu les montants suivants en forte diminution d'une année sur l'autre et par rapport à la prospective du cabinet Klopfer :

En 2014, les économies avaient commencé à être engagées sur ces postes de dépenses grâce notamment au vote d'un budget supplémentaire qui avait permis de réorienter une partie des crédits initialement prévus pour s'acquitter des dépenses de masse salariale insuffisamment prévues lors du vote du budget primitif 2014 :

Exercice	Crédits prévus au budget primitif	Crédits accordés après le budget supplémentaire	Crédits effectivement consommés
2014	31 317 439,98 €	30 480 231,30 €	28 851 896,82 €

Ces économies ont été poursuivies en 2015. Si la ville enregistre une augmentation de ses dépenses de charges à caractère général d'un exercice sur l'autre, celle-ci est explicable par les facteurs suivants :

- L'augmentation des dépenses de fluides et d'entretien des bâtiments liées à l'ouverture de l'école et de la médiathèque de la Marine : 50 000 euros,
- L'ouverture de la nouvelle crèche des Alouettes pour laquelle la ville réserve des places pour un montant de 295 000 euros par an,
- Le déploiement progressif du nouveau marché de nettoyage des bâtiments administratifs (+ 400 000 euros constatés sur 2015 et + 600 000 euros en année pleine).

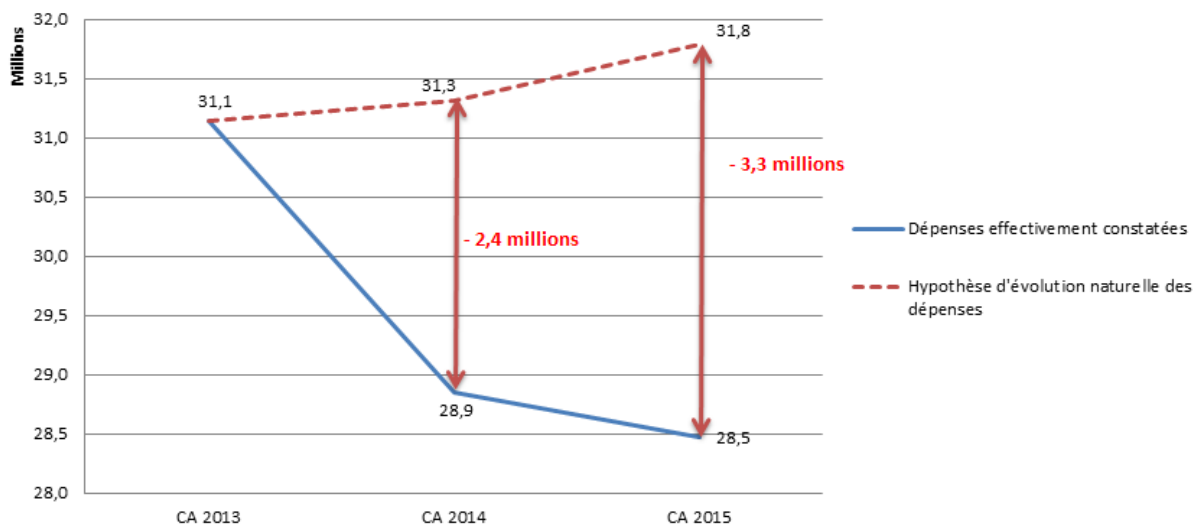
En retrayant ces différents postes de dépenses, les charges à caractère général apparaissent en net recul d'une année sur l'autre conformément au plan d'économies engagé par la ville :

Charges à caractère général	Montants des dépenses constatées	Evolution constatée
CA 2013	31 144 191,16 €	
CA 2014	28 851 896,82 €	-7,4%
CA 2015 brut	29 216 952,13 €	1,3%
CA 2015 retraité	28 471 952,13 €	-2,5%

Les efforts réalisés par la ville sont par ailleurs d'autant plus importants que les charges à caractère général sont soumises à une hausse naturelle liée à l'inflation ou à l'indexation de bon nombre de ses marchés publics. Dans sa prospective, le cabinet Klopfer estimait cette

hausse à une moyenne de + 1,5% par an. En reprenant les chiffres effectivement constatés au compte administratif et ceux qui étaient prévus par le cabinet Klopfer, on voit que la ville a effectivement réalisé en 2 ans d'importantes économies par rapport au scénario dessiné par la prospective :

Evolution constatée des charges à caractère général retraitées

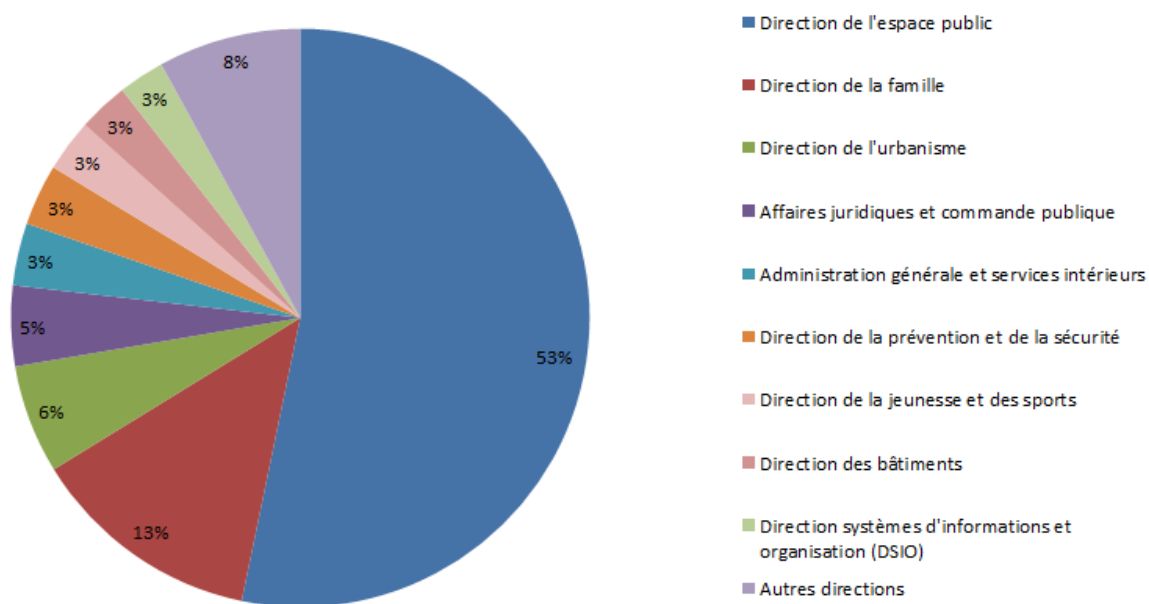


Ces économies sont permises par la baisse des budgets accordés aux services en début d'année mais également par une exécution budgétaire rigoureuse et des taux de réalisation inférieurs à 100 % en fin d'exercice :

Exercice	Crédits prévus au budget primitif	Crédits effectivement consommés	Taux de consommation
2013	32 071 152,00	31 144 191,16	97,1%
2014	31 317 439,98	28 851 896,82	92,1%
2015	30 096 262,17	29 216 952,13	97,1%

La répartition par direction des dépenses montre comme chaque année la prédominance des services techniques. En 2015, 2 directions voient par ailleurs leurs dépenses réalisées augmenter d'une année sur l'autre conformément aux priorités de la municipalité : la direction de la sécurité (+60%) et la direction des sports (+7%) :

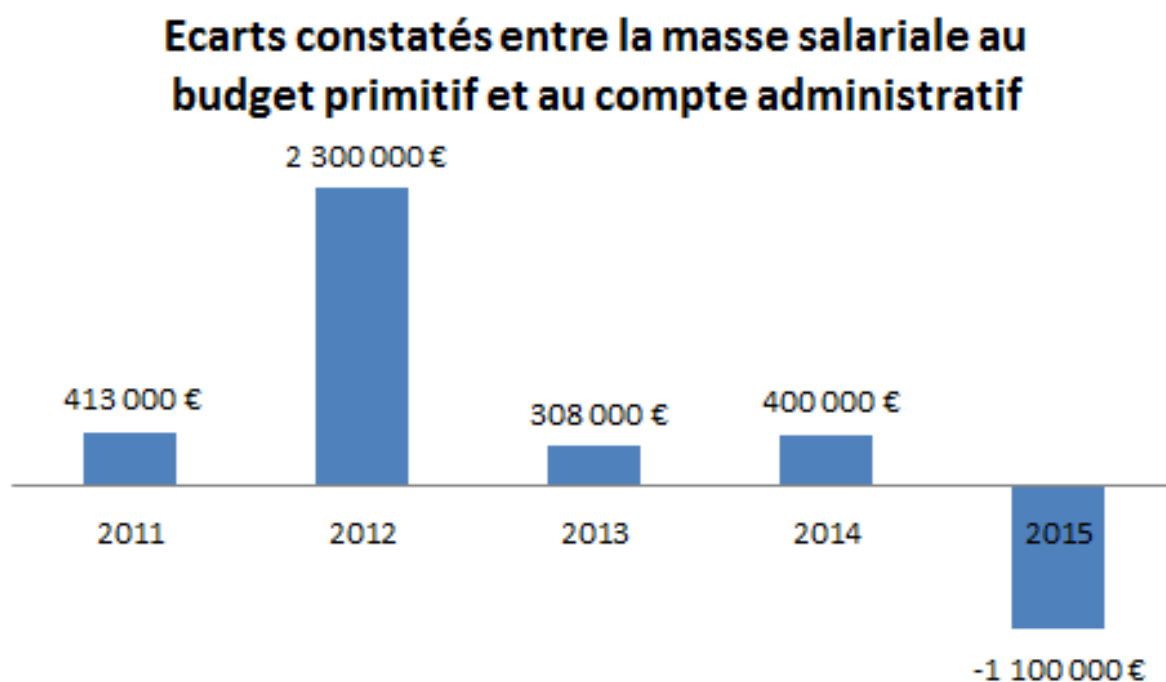
Répartition des charges à caractère général par direction



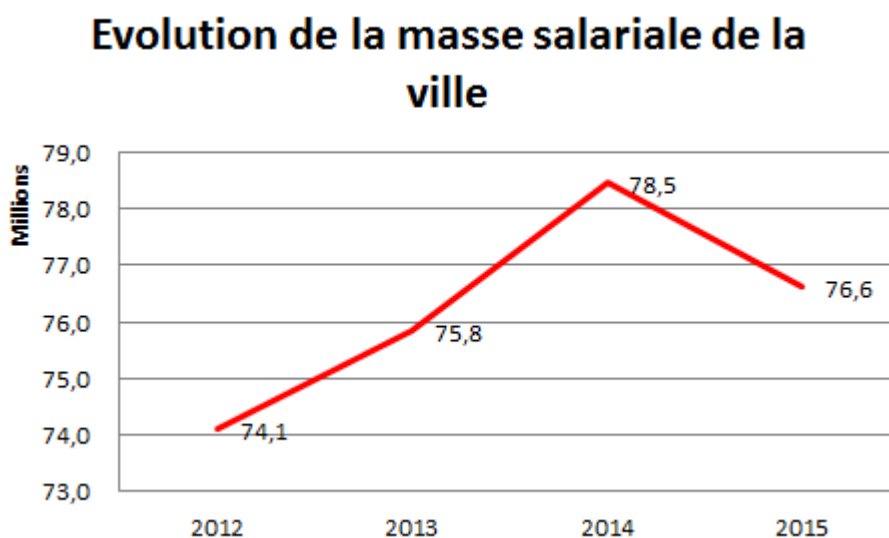
1.1.4. 2,7 millions d'euros ont été économisés sur les dépenses de masse salariale

Au cours des dernières années, la ville de Colombes a vu ses dépenses de masse salariale très fortement augmenter. Le rapport de la Chambre régionale des comptes faisait ainsi le constat d'une augmentation de 17 % des effectifs de la ville entre 2009 et 2014 (de 1 724 à 2 025 agents).

Les dérapages successifs avaient conduit la ville à régulièrement abonder son budget primitif en procédant à des décisions modificatives faisant apparaître un compte administratif systématiquement supérieur à la prévision de début d'année :



En 2015 et pour la première fois depuis 5 ans, la ville a respecté sa prévision budgétaire et a même obtenu un taux de réalisation de sa masse salariale nettement inférieur à ce qu'elle avait budgété.



Masse salariale tous budgets	Compte administratif	Evolution
2012	74 102 190,12 €	
2013	75 847 192,30 €	2%
2014	78 455 117,47 €	3%
2015	76 609 470,31 €	-2%

Cette baisse a été permise par les mesures mises en place sur :

- La lutte contre l'absentéisme permettant de diminuer le nombre de remplacements d'agents en arrêt maladie,
- La diminution du nombre d'heures supplémentaires payées au profit d'une meilleure organisation permettant la récupération des heures,
- La diminution du nombre de recrutements externes au profit de mobilités internes,
- L'externalisation de certaines prestations auparavant gérées en direct par la ville.

Des mesures en faveur des agents ont également été engagées avec :

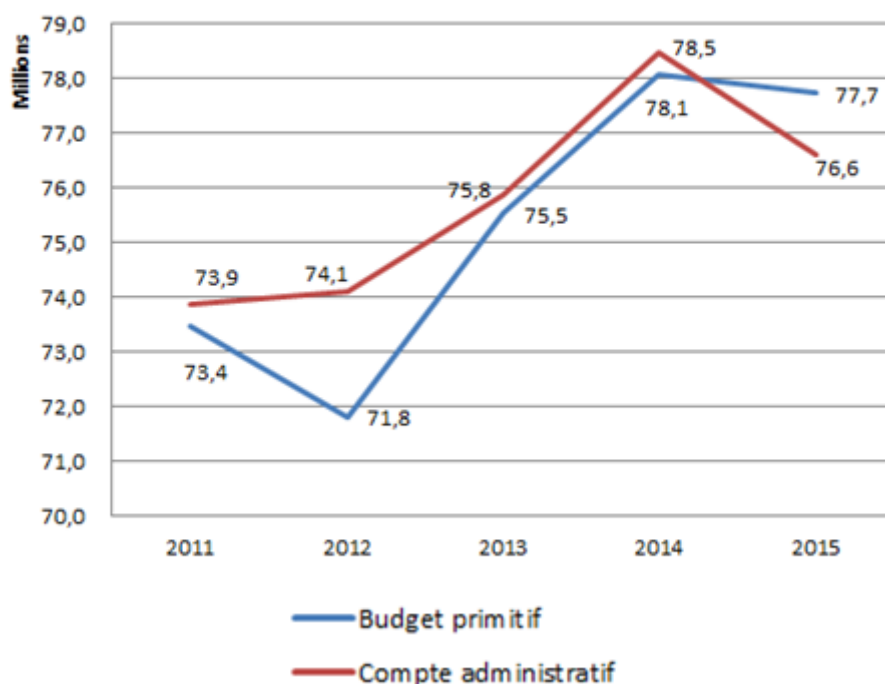
- le rétablissement de la prime d'installation qui a déjà été versée à 20 agents en 2015 pour un montant de prime d'un peu plus de 2 000 euros par bénéficiaire,
- la lutte contre la précarité dans la fonction publique grâce à la titularisation de 75 agents au cours de l'année.

Au total, la baisse observée sur la masse salariale est de 1,9 million d'euros. Celle-ci peut être portée à 2,7 millions en tenant compte de l'augmentation naturelle de 1%² qui aurait dû être constatée sur ce poste de dépenses en 2015 :

Soit une baisse entre 2014 et 2015 de	1 927 736,43 €
En tenant compte de l'évolution naturelle de la masse salariale de 1%, l'effort est même porté à	2 712 287,60 €

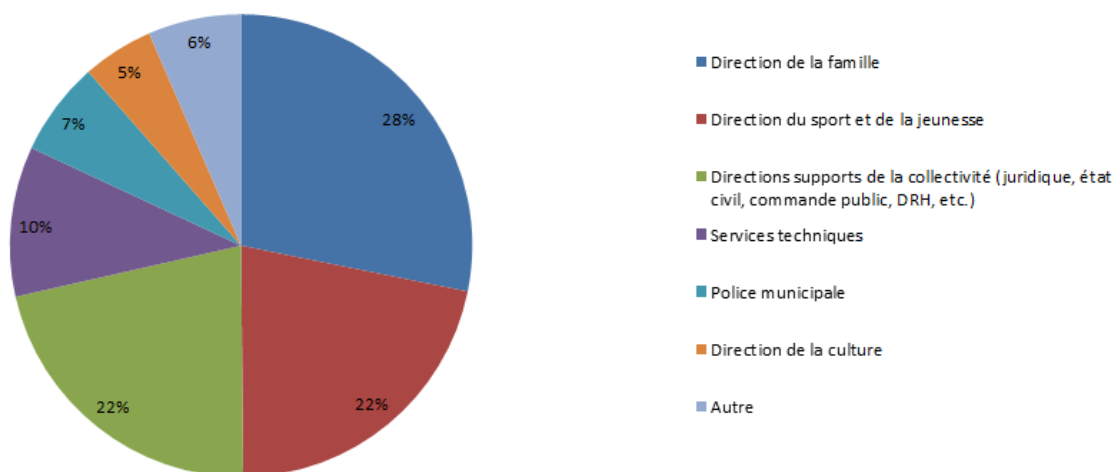
² L'augmentation naturelle est expliquée par le glissement vieillesse technicité (GVT) correspondant à des augmentations de salaires liées à un avancement dans la grille indiciaire, à un changement de grade ou de corps par le biais d'un concours ou d'une promotion interne.

Evolution de la masse salariale de la ville de Colombes



La répartition des dépenses de masse salariale réalisées en 2015 montre, comme au cours des années précédentes, la forte prépondérance de la direction de la famille et de la direction de la jeunesse et des sports :

Répartition de la masse salariale par direction en 2015



1.1.5. Des économies de 300 000 euros sur les charges financières de la ville

En 2015, la ville avait prévu 2,1 millions d'euros pour le paiement des intérêts de sa dette. Grâce à sa politique de gestion active de sa dette et aux taux historiquement bas des marchés, elle a réalisé d'importantes économies sur ce poste de dépenses.

La ville a ainsi remboursé par anticipation la somme de 15,9 millions d'euros d'emprunt à des taux élevés qu'elle a remplacés par de nouveaux emprunts à des taux inférieurs à 1%. En jouant sur les modalités de remboursements anticipés proposés par les contrats, la ville n'a payé en 2015 aucune soulte ou pénalité aux banques pour ces opérations. Elle a revanche fortement fait baisser :

- le taux moyen de sa dette qui est passé de 2,50 % au 31/12/2014 à 2,37 % au 31/12/2015
- le montant des intérêts³ dont elle a eu à s'acquitter de 300 000 euros.

	2014	2015	Différence en montants	Différence en %
Intérêts financiers hors swaps	2 076 626,43 €	1 763 267,42 €	313 359,01 €	-15,1%

Cette baisse des intérêts financiers payés par la ville s'est effectuée sans modifier les caractéristiques de sa dette et sans en augmenter les risques financiers puisque les nouveaux prêts mobilisés ont été protégés par un swap permettant d'assurer à la ville qu'elle ne payerait pas de taux d'intérêt supérieur à 1,8 %⁴ :

Caractéristiques de la dette de la ville	2013	2014	2015
Capital restant dû	138 061 254,00 €	124 906 299,00 €	127 493 602,00 €
Taux moyen	2,59%	2,50%	2,37%
Durée de vie résiduelle de la dette	11 ans et 5 mois	10 ans et 8 mois	10 ans et 6 mois
Durée de vie moyenne de la dette	6 ans et 2 mois	5 ans et 9 mois	5 ans et 7 mois
Nombre de lignes de prêt	51	51	49

1.1.6. Des dépenses de péréquation en hausse de 600 000 euros

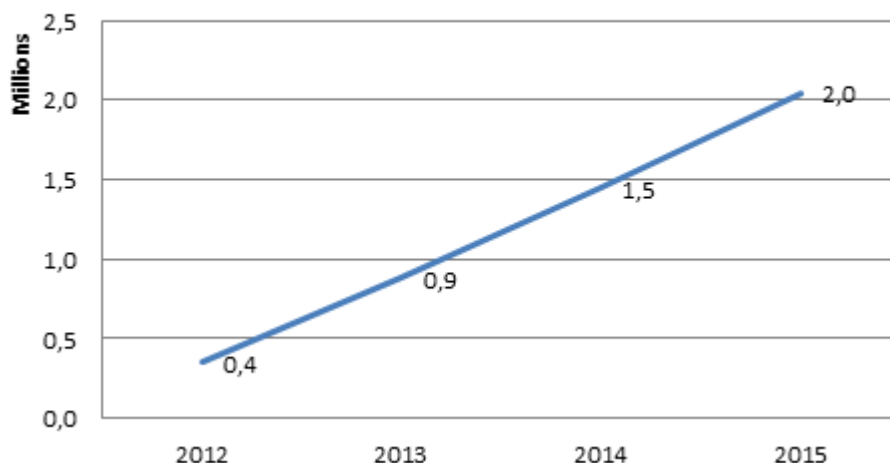
Entre 2014 et 2015, la ville de Colombes a vu ses dépenses de péréquation passer de 1,4 à 2 millions d'euros. Cette dépense supplémentaire prévue par la ville dans son budget primitif correspond à la mise en application de la hausse des contributions à payer au Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

³ Le montant des intérêts est ici présenté hors jambe payeuse swap imputé au 6688 et dont les montants dépendent des conditions de marchés et sont plus instables d'une année sur l'autre.

⁴ Pour plus de détails sur les opérations de refinancement de la ville, voir le rapport détaillé joint à la délibération « rapport sur la gestion de la dette pour l'exercice 2015. »

Colombes étant considérée comme une commune « riche » au niveau national, elle est mise à contribution pour financer l'aide apportée aux communes disposant de moins de ressources fiscales.

Péréquation payée par la ville



Exercice	Montant payé	Evolution en montants	Evolution en %
2012	358 489,00 €		
2013	884 808,00 €	526 319,00 €	147%
2014	1 451 268,00 €	566 460,00 €	64%
2015	2 046 833,00 €	595 565,00 €	41%

1.1.7. Des charges de gestion courante en diminution après retraitement des subventions d'équilibre aux budgets annexes

En 2015, on observe une très forte augmentation des charges de gestion courante de la ville par rapport aux réalisations de l'année 2014. Ce décalage s'explique par l'absence de paiement sur 2014 des écritures d'équilibre des budgets annexes pour lesquels la ville comble chaque année le déficit : centre municipal de santé et centre sportif Lagravère. Ce décalage déjà constaté lors du compte administratif 2014 est dû à une mauvaise coordination entre la ville et la trésorerie municipale. Lorsque la ville a souhaité passer ces écritures en fin d'exercice budgétaire comme chaque année, la trésorerie municipale avait déjà clôturé ses comptes et n'a pris en charge cette dépense que sur l'exercice 2015 au lieu de la prendre en compte sur l'exercice 2014 :

Exercice	2014	2015
Dépenses réellement constatées	12 239 738,02 €	18 051 824,17 €
Dépenses avec corrections des écritures d'équilibre ⁵	15 305 219,12 €	14 986 343,07 €

Après retraitement de cette mauvaise imputation comptable, les économies réalisées par la ville correspondent essentiellement à la diminution de la subvention accordée à la Maison de la jeunesse et de la culture (MJC) avec moins 300 000 euros entre 2014 et 2015.

⁵ Soit 3 065 481,10 euros de subventions d'équilibre des budgets annexes 2014 passés sur l'exercice 2015

Les économies sont également réalisées grâce à la diminution des impayés constatée depuis le début du mandat. Les impayés sont constitués des recettes constatées comptablement par la ville mais non encaissées par la trésorerie municipale plus de 30 jours après l'envoi de la facture. Si la trésorerie municipale n'a pas recouvré ces créances au terme de la prescription légale, elle doit alors cesser les poursuites et la ville les constate en créances éteintes ou en non-valeurs qui ajoutent des dépenses comptables supplémentaires à son budget et contribuent à le déséquilibrer.

Les annulations de dettes pour non-valeurs et créances éteintes ont fortement augmenté au cours des dernières années avant de redescendre en 2015 :

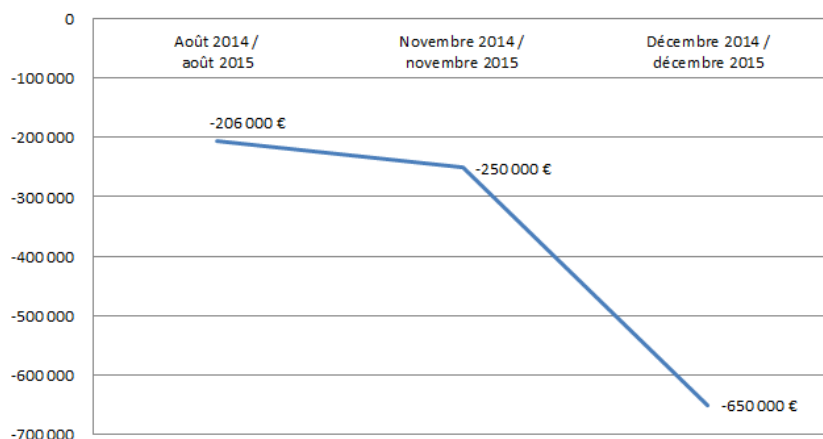
Budget	Date de la majorité des prestations impayées concernées	Montant des non-valeurs ou créances éteintes
2011	2005 à 2010	60 003,96 €
2012	2006 à 2011	99 609,20 €
2013	2007 à 2012	37 360,89 €
2014	2008 à 2013	193 482,38 €
2015	2009 à 2014	162 998,66 €

Le stock des impayés constatés dans le compte de gestion de la trésorerie municipale a également fortement diminué d'une année sur l'autre grâce aux actions engagées :

- mise en place d'un automate de relances à la trésorerie municipale,
- réduction des impayés à la base en développant le prépaiement sur les activités où ce mode de règlement est pertinent et les montants suffisamment faibles pour ne pas pénaliser les familles n'ayant pas les moyens de régler d'importantes sommes d'argent dès leur inscription.

Grâce à cette série de mesures, les impayés des particuliers, artisans et commerçants à l'égard de la ville ont diminué de 650 000 euros d'une année sur l'autre.

Evolution du stock d'impayés des particuliers d'une année sur l'autre



	Evolution du stock d'impayés en volume	Evolution du stock d'impayés en nombre
Août 2015	-206 281,3	-3 027
Novembre 2015	-250 492,6	-2 102
Décembre 2015	-649 545,3	-1 784

Au total, le stock des impayés constatés en fin d'exercice est passé de :

- 2,9 millions d'euros fin 2014
- A 1,3 million d'euros à la clôture de l'exercice 2015.

Si cette forte diminution est une bonne nouvelle pour les finances communales, les stocks très importants accumulés au cours des dernières années laissent à penser qu'elle ne profitera pas budgétairement à la ville avant plusieurs années. En 2016 et en 2017, elle devra en effet encore procéder à l'apurement des dettes non réglées des années 2008 – 2014 au cours desquelles les impayés ont le plus fortement augmenté.

Malgré les 350 000 euros de dettes prescrites déjà apurées en 2014 et 2015 et les remises de dettes déjà effectuées pour des cas de surendettement, la ville n'a fait que la moitié du chemin puisque la trésorerie municipale fait encore état dans son compte de gestion de 355 000 euros de créances en grande partie déjà prescrites depuis l'exercice 2010 et jamais apurées par la ville auxquels s'ajouteront en 2016 encore 200 000 euros d'impayés de l'année 2010 qui ne pourront probablement pas être récupérés par les services compétents avant la prescription légale.

Au cours des dernières années, le recouvrement des recettes a également été pénalisé par le transfert au SIVU COCLICO d'une partie de la charge des impayés. Le trésorier est désormais obligé pour chaque famille de faire deux poursuites une au titre de la ville et une au titre de COCLICO doublant ainsi pour les agents de la trésorerie des procédures déjà très lourdes alors même que le nombre d'agents disponible baisse d'année en année.

1.1.8. Autres dépenses de fonctionnement

Dans les contributions payées par la ville en 2015, plusieurs augmentations sont à noter :

- Celle de la contribution obligatoire de la ville au budget de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) avec + 100 000 euros entre 2014 et 2015,
- Celle des indemnités représentatives de logement (IRL) versée aux instituteurs qui augmente de 6 000 euros entre 2014 et 2015.

En 2015, la ville a également provisionné pour 1,09 million d'euros et n'a repris aucune provision. Les nouvelles provisions ont été faites en prévision :

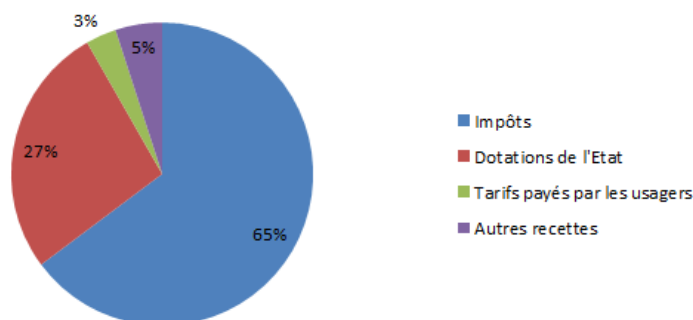
- du contentieux opposant la ville à son ancien délégataire en charge de la fourrière : 1 million d'euros,
- d'un contentieux ressources humaines pour lequel la ville pourrait venir se substituer au SARVI pour le paiement des sommes dues à l'agent au titre de la protection fonctionnelle de la collectivité (60 000 euros),
- du non-recouvrement des loyers dus par la SARL Le Napolitain à la ville en raison de son placement en liquidation judiciaire (25 000 euros).

Parmi les autres dépenses de fonctionnement dont s'acquitte la ville, on retrouve les prélèvements des fonds nationaux de garantie individuelle (FNGIR) prévus dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle pour garantir aux communes des recettes équivalentes avant et après réforme. En 2015, les montants prélevés par l'Etat sur les recettes de la ville ont été les mêmes qu'en 2014 et en 2013 soit 4 millions d'euros.

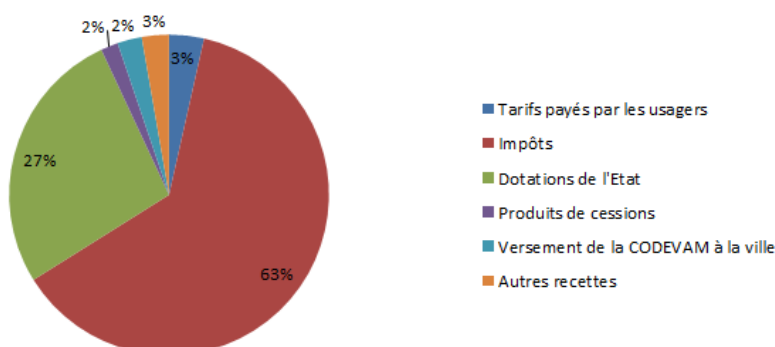
1.2. Des recettes de fonctionnement en forte baisse

Par rapport au budget primitif, la ville a constaté d'importantes recettes exceptionnelles (7 millions d'euros) prises en compte lors des décisions modificatives. Ces recettes étaient constituées du reversement des excédents de la ZAC Champ Philippe par la CODEVAM et de produits de cessions. Ces recettes supplémentaires expliquent que la part des produits d'impôts soit moins importante au compte administratif que ce qui avait été prévu lors du budget primitif :

Répartition des recettes de fonctionnement au BP 2015



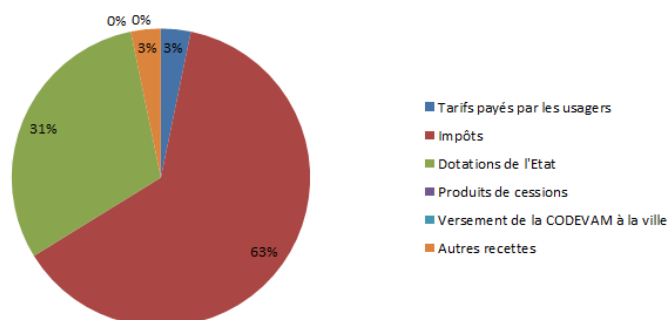
Recettes de fonctionnement au CA 2015



Par rapport au compte administratif 2014, on note une baisse importante de la part des dotations de l'Etat liée à deux facteurs :

- la baisse de la DGF et de la compensation du départ de l'entreprise Thalès,
- un facteur d'ordre mathématique lié à la présence de recettes exceptionnelles qui font baisser d'autant la part des autres recettes :

Recettes de fonctionnement CA 2014



1.2.1. La ville n'ayant pas augmenté les impôts des ménages en 2015, la hausse des recettes fiscales s'explique par la croissance naturelle de ses bases

1.2.1.1. La fiscalité des ménages

La fiscalité des ménages de la ville est constituée de la taxe d'habitation et de la taxe foncière dont les montants perçus ont connu une augmentation de 2 millions d'euros liée à l'évolution naturelle de ses bases.

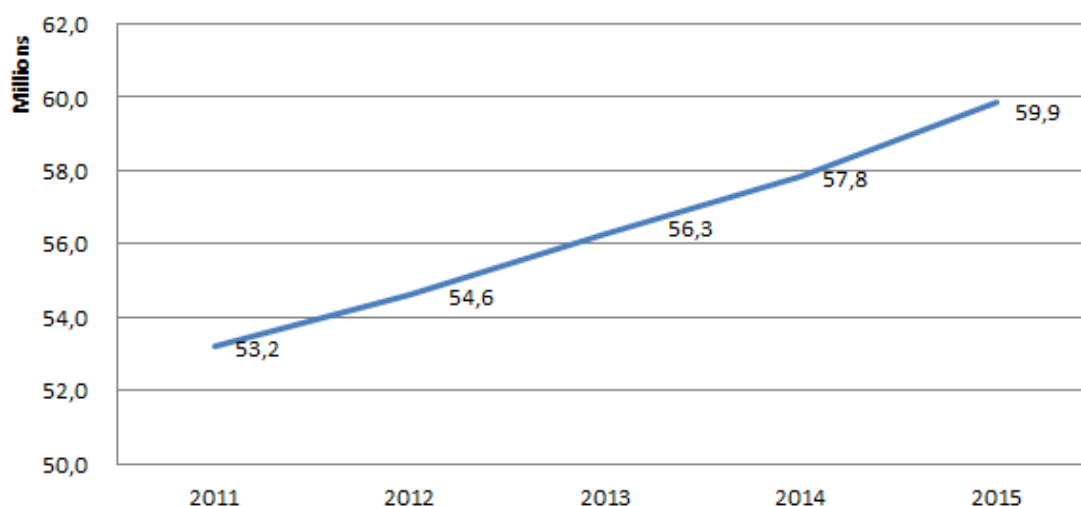
Celles-ci connaissent une augmentation liée à :

- l'augmentation continue du nombre d'habitants et donc de logements taxés
- à l'amélioration de la qualité des logements
- à la revalorisation des bases décidée chaque année par le Parlement pour toutes les impositions en fonction de l'inflation (+0,9 % lors du vote de la loi de finances pour 2015).

Imposition	Taux 2014	Montants perçus en 2014	Taux 2015	Montants perçus en 2015	Révalorisation par le Parlement	Effet quantité	Evolution totale entre 2014 et 2015
Taxe d'habitation	22,81%	29 150 766,00 €	22,81%	30 272 520,00 €	262 356,89 €	859 397,11 €	1 121 754,00 €
Taxe sur le foncier bâti	20,39%	28 635 770,00 €	20,39%	29 541 219,00 €	257 721,93 €	647 727,07 €	905 449,00 €
Taxe sur le foncier non bâti	22,10%	45 655,00 €	22,10%	44 056,00 €	410,90 €	- 2 009,90 €	- 1 599,00 €
Total		57 832 191,00 €		59 857 795,00 €	520 489,72 €	1 505 114,28 €	2 025 604,00 €

En 2015, cette augmentation naturelle des recettes (sans intervention de la part de la municipalité) est de + 3,5 % soit un taux proche de ce qui avait été constaté au cours des années précédentes :

Evolution des recettes de fiscalité ménage de la ville

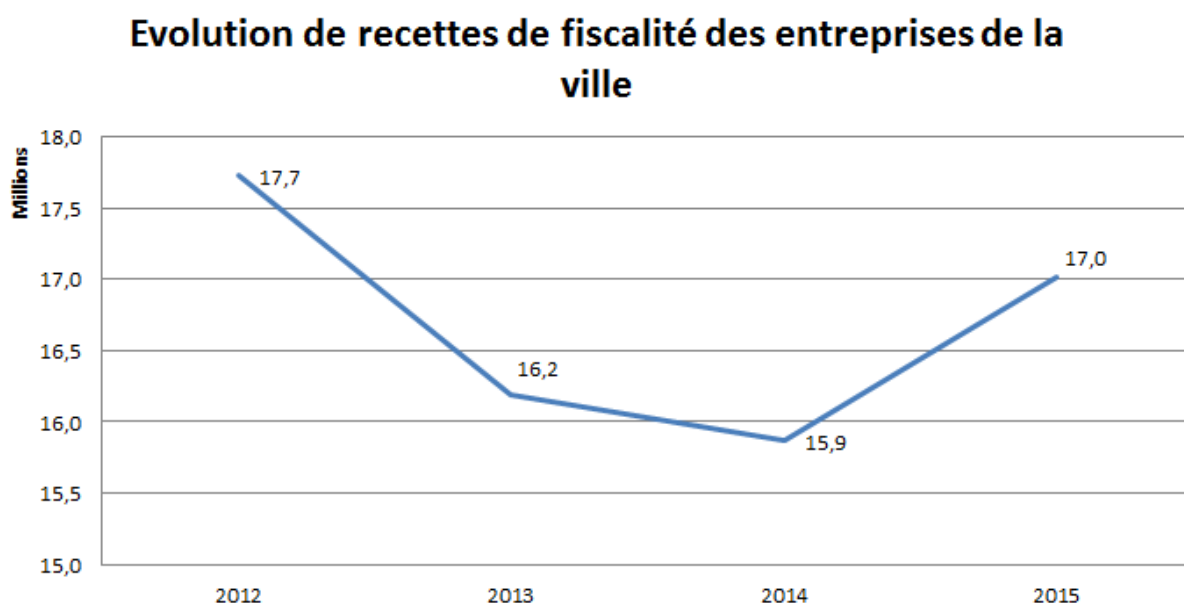


1.2.1.2. La fiscalité des entreprises

Jusqu'au 1^{er} janvier 2016, la ville de Colombes percevait des impôts des entreprises. Ces ressources ont depuis été transférées à la Métropole du Grand Paris :

- La contribution foncière des entreprises (CFE),
- La contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE),
- La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM),
- Les impôts forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER).⁶

Le départ de l'entreprise Thalès en 2012 avait conduit à une forte chute des recettes de fiscalité des entreprises et notamment celles de la CFE et de la CVAE. Trois ans après, la ville peine toujours à se relever de ce départ. Si le niveau de recettes remonte sous l'effet de l'augmentation naturelle des bases liée à l'implantation de nouvelles entreprises, celles-ci n'atteignent toujours pas le niveau de 2012.



1.2.1.3. La fiscalité indirecte

Les recettes de fiscalité indirecte de la ville sont constituées notamment :

- De la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (9,5 millions d'euros contre 9,35 millions en 2014 du fait de la progression naturelle des bases),
- De la taxe de séjour avec 65 000 euros,
- De la taxe sur l'électricité : 827 000 euros contre 1,1 million d'euros en 2014 avec une baisse explicable par un retard de perception de cette taxe dont les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2015 n'avaient pas encore été notifiés à la ville à la fin de la journée complémentaire et seront, par conséquent, comptabilisés sur l'exercice 2016⁷,

⁶ Les compensations de fiscalité liées à ces impôts ont également été transférées.

⁷ Ce type de décalage est fréquent pour la perception de cette taxe. En 2015, la ville avait comptabilisé les recettes de perception du dernier trimestre 2014.

- Des droits de place et de stationnement payés par les usagers en compensation de droits d'occupation du domaine public avec 437 000 euros contre 440 000 en 2014.

La ville perçoit par ailleurs une partie de fiscalité reversée par le biais du Fonds de la solidarité de la région Ile-de-France (FSRIF) dont le montant est gelé depuis 2013 :

Année	2014	2015
Montant perçu au titre du FSRIF	2 702 420,00 €	2 702 420,00 €

1.2.2. Des recettes de tarifs en hausse à cause de décalages de facturation et de recettes exceptionnelles

La ville perçoit des recettes de tarifs pour toutes les activités payantes qu'elle délivre à ses usagers : accueils de loisirs, crèches, séjours, etc. Les recettes de cantine sont en revanche comptabilisées sur le budget du SIVU COCLICO.⁸

En 2015, la ville a perçu 5,4 millions d'euros de recettes tarifaires contre 4,8 millions en 2014. La plupart des augmentations s'expliquent par des décalages d'encaissement de recettes ou des recettes exceptionnelles.

Le détail des recettes par service permet de constater deux hausses importantes de recettes sur des tarifs pourtant restés identiques entre 2014 et 2015 : le service gestion du domaine public et le conservatoire.

	2014	2015	Différence en montants
Redevances d'occupation du domaine public	61 836,91 €	442 578,58 €	380 741,67 €
Conservatoire	149 349,63 €	362 097,33 €	212 747,70 €
		Total	593 489,37 €

Concernant le service gestion du domaine public, cette hausse de recettes s'explique par un nombre plus important de chantiers sur la ville en 2015 qu'en 2014. Conformément aux tarifs en vigueur, la ville a ainsi accordé :

- Une permission de stationnement sur le domaine public pour le chantier de rénovation de la Gare de Colombes centre soit 93 000 euros de recettes supplémentaires par rapport à l'année précédente,
- Une permission de stationnement pour le chantier de la rue Henri Barbusse soit 38 000 euros de recettes,
- Une permission pour un chantier rue Jules Michelet pour 24 000 euros.

Pour ce qui est du conservatoire, les tarifs et le nombre d'inscrits n'ont pas évolué entre 2014 et 2015. La hausse de recettes constatée provient en réalité de l'absence de l'agent du conservatoire chargé de recouvrer les recettes pendant une partie de l'année 2014. Le retard

⁸ Nota : les recettes du CMS et du Parc Lagravère ne sont également pas comptabilisées dans ce total mais figurent sur les recettes de leurs budgets annexes respectifs.

pris sur les opérations d'encaissement a donc conduit à comptabiliser les recettes des mois d'octobre, novembre et décembre 2014 sur l'année 2015. Dans son compte administratif 2014, la ville avait ainsi comptabilisé seulement 150 000 euros de recettes du conservatoire alors que ce montant était de l'ordre de 300 000 euros au cours des années précédentes.

1.2.3. En 2015, la ville a perdu 3,3 millions d'euros de dotations de l'Etat

Comme prévu lors du budget primitif, la ville enregistre en 2015 une forte baisse de sa dotation globale de fonctionnement (DGF) conformément au plan Valls.

Sur sa seule part forfaitaire, la ville enregistre une perte de 2,7 millions d'euros :

	2014	2015	Différence
DGF – part forfaitaire	27 230 494,00 €	24 539 164,00 €	- 2 691 330,00 €

Cette baisse n'est pas compensée par l'évolution des autres dotations dont bénéficie la ville de Colombes :

	2014	2015	Différence
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	2 983 393,00 €	3 010 244,00 €	26 851,00 €
Dotation nationale de péréquation (DNP)	984 167,00 €	1 181 000,00 €	196 833,00 €
Dotation spéciale au titre des instituteurs	11 232,00 €	5 616,00 €	- 5 616,00 €
Dotation générale de décentralisation	291 380,01 €	235 814,00 €	- 55 566,01 €
		Total	162 501,99 €

L'Etat diminue également ses concours à la ville par la diminution de la dotation de compensation prévue suite au départ de l'entreprise Thalès :

	2014	2015	Différence
Compensation versée suite au départ de l'entreprise Thalès	2 432 191,00 €	1 801 737,00 €	- 630 454,00 €

1.2.4. Les autres recettes de fonctionnement

1.2.4.1 Les recettes exceptionnelles : 7 millions d'euros

Parmi les autres recettes, on retrouve en recettes exceptionnelles les cessions de biens immobiliers. En 2015, ces recettes ont représenté 2,6 millions d'euros hors taxes⁹ avec notamment :

- La cession à la société Bouygues du 114-118 rue Saint-Denis pour 2,2 millions d'euros hors taxes,
- La cession du pavillon du 36 rue Jean-Jacques Rousseau à l'église Copte pour 230 000 euros,
- La cession d'un bien au 8 rue d'Enghien à l'Etablissement public foncier des Hauts-de-Seine pour 52 000 euros.

Conformément à la réglementation comptable et à la délibération adoptée par le conseil municipal du 19 novembre 2015, la ville a également valorisé comptablement les travaux réalisés en régie de 2010 à 2014 par ses services municipaux. Cette valorisation permet de transférer comptablement la somme de 3 millions d'euros de dépenses à la section d'investissement.

Conformément à ce qui avait été annoncé lors de la décision modificative n°2 de septembre 2015, la ville a par ailleurs effectivement perçu 3,8 millions d'euros de la part de sa SEM d'aménagement (la CODEVAM – Colombes développement aménagement). Ces recettes correspondent au reversement échelonné prévu pour les années 2014 et 2015 des bénéfices réalisés sur l'opération de la ZAC Champ Philippe 1.

1.2.4.2. Les autres dotations, subventions et participations

Au sein du chapitre 74 (dotations, subventions et participations), plusieurs pertes de recettes importantes par rapport à 2014 sont à noter:

- La DRH de la ville a ainsi constaté 500 000 euros de recettes en moins, cette différence s'explique par des remboursements exceptionnels faits en 2014 par la CNRACL sur des sommes payées à tort par la ville en 2011. En 2015, la DRH retrouve donc les recettes qu'elle avait en 2013 et au cours des années précédentes,
- La ville a également constaté moins de recettes en reprises de provisions en 2015 que les années précédentes. Celles-ci avaient été de 3,2 millions d'euros en 2013, 466 000 euros en 2014 et se sont établies à seulement 150 000 euros en 2015 avec la reprise de deux provisions de contentieux aujourd'hui terminés : A5A pour 100 000 euros et Zirari pour 50 000 euros.

⁹ Soit 3,1 millions d'euros TTC mais la TVA collectée par la ville est ensuite reversée à l'Etat conformément à la réglementation fiscale. Les recettes de cessions sont donc comptablement enregistrées en TTC mais seules les recettes hors taxes ont un impact budgétaire positif sur les comptes de la ville.

1.2.4.3. Les autres produits de gestion courante

Les autres produits de gestion courante sont constitués des loyers perçus par la ville sur les biens immobiliers dont elle est propriétaire ainsi que les frais de mises en fourrière. En 2014 et 2015, les recettes perçues par la ville sur ce type d'activités sont restées stables.

1.2.4.4. Les produits financiers

Les recettes de produits sont constituées des jambes receveuses des opérations de swaps contractées par la ville. Les contrats de swap (ou échange de taux) sont utilisés par la ville pour sécuriser des prêts qu'elle a contractés à taux variable. La ville paye alors à la banque un taux fixe et reçoit l'équivalent de ce qui serait payé en intérêts si elle payait un taux variable.

En 2015, ce compte comprend par ailleurs une recette exceptionnelle avec le remboursement par la CODEVAM d'une avance qui lui avait été consentie par la ville en 2012 pour 217 000 euros.

*

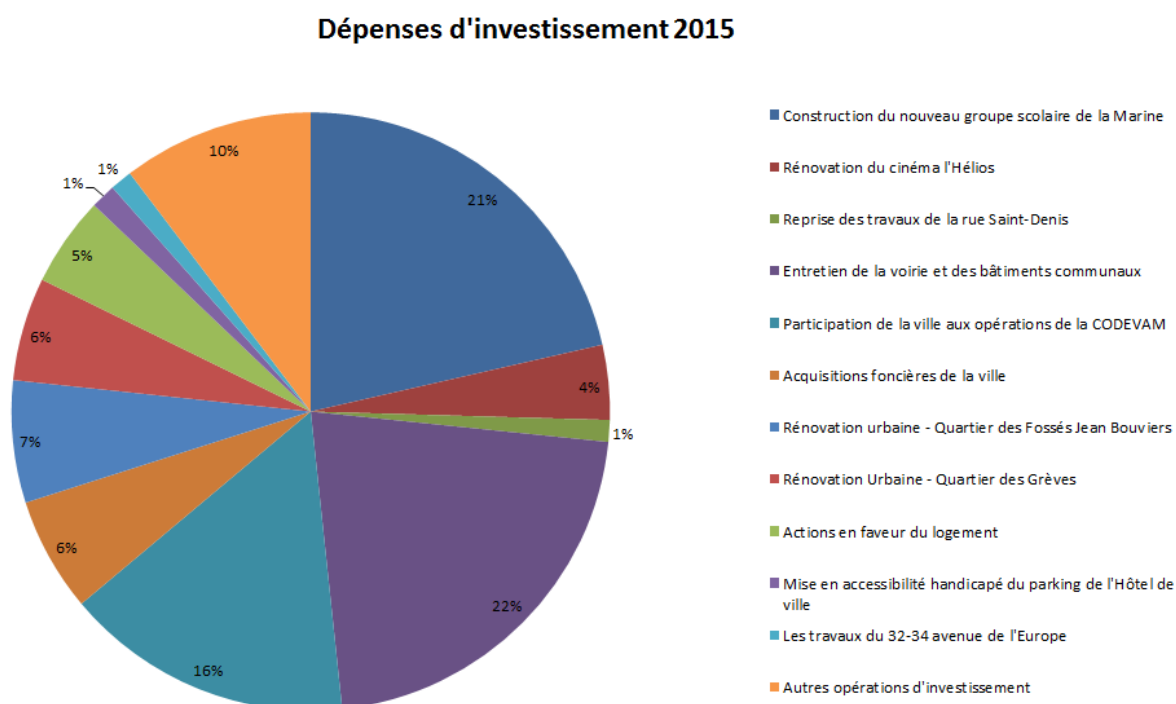
* *

2. Malgré de très fortes pertes de recettes, la ville a maintenu son effort d'investissement et son autofinancement en 2015

2.1. Des dépenses d'investissement 2015 marquées par la fin des travaux de l'ancienne municipalité et les opérations de gestion active de la dette

2.1.1. 23 millions d'euros de dépenses d'équipements ont été réalisées

Après une phase d'assainissement de ses finances et de transition en 2014, la ville avait encore dû prévoir lors de son budget primitif 2015 le paiement des dépenses d'investissement programmées lors du mandat précédent avec 3 opérations représentant le quart de ses dépenses d'investissement : la construction du nouveau groupe scolaire de la Marine, la rénovation du cinéma l'Hélios et les travaux de la rue Saint-Denis :



Par opération, les principales dépenses en 2015 ont été les suivantes :

Opération d'investissement	Montant dépensé en 2015	Coût total estimé de l'opération
Construction du nouveau groupe scolaire de la Marine	4 765 875,16 €	26 000 000,00 €
Participation de la ville aux opérations de la CODEVAM	3 465 313,20 €	
Acquisitions foncières	1 376 006,01 €	
Rénovation du cinéma l'Hélios	898 492,21 €	3 400 000,00 €
Actions en faveur du logement	1 080 579,32 €	
Rénovation urbaine - Quartier des Fossés Jean Bouviers	1 470 223,09 €	48 000 000,00 €
Rénovation Urbaine - Quartier des Grèves	1 242 053,09 €	30 000 000,00 €
Mise en accessibilité handicapé du parking de l'Hôtel de ville	301 582,56 €	1 700 000,00 €
Travaux du 32-34 avenue de l'Europe	266 046,21 €	2 400 000,00 €
Reprise des travaux de la rue Saint-Denis	261 264,48 €	5 200 000,00 €
Entretien de la voirie et des bâtiments communaux	4 827 576,81 €	
Autres opérations d'investissement	2 299 529,81 €	

2.1.2. Une politique de gestion active pour permettre à la ville de diminuer le coût de sa dette

2.1.2.1. Les remboursements anticipés : 15,9 millions d'euros

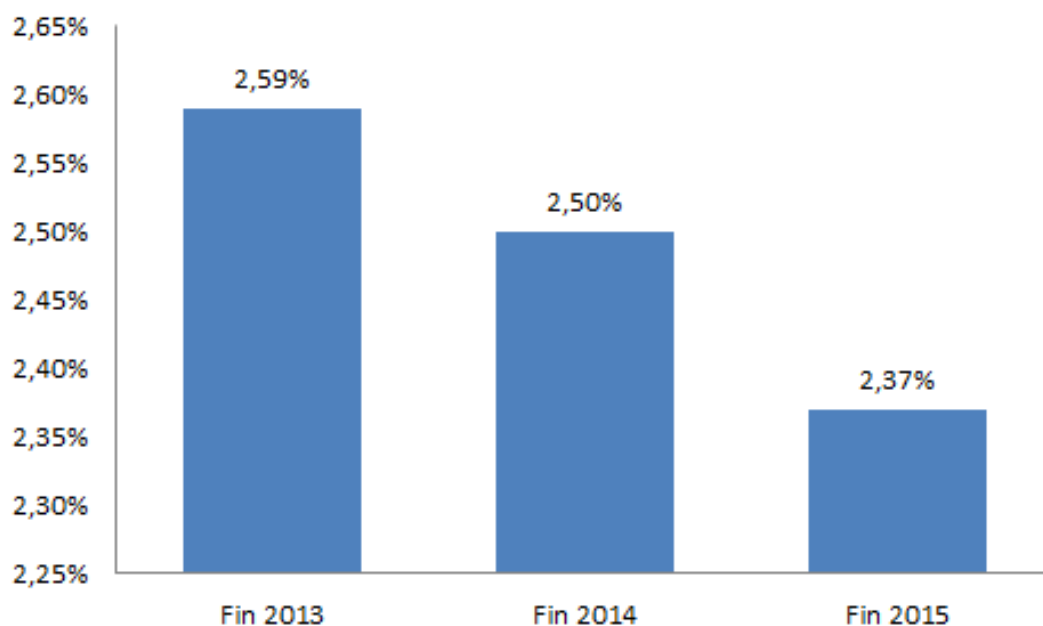
Comme en 2014, la ville a mené une intense politique de gestion active de sa dette pour profiter des taux bas proposés aujourd'hui par les marchés financiers. En décembre 2014, la ville avait signé pour 65 millions d'euros de contrats de dette à des taux proches de 1 %. Fin 2015, seule une partie de cette somme avait été effectivement mobilisée pour faire face aux besoins de financement de la ville et au refinancement de sa dette.

En 2015, 15,9 millions d'euros ont été remboursés par anticipation pour des contrats à taux élevés négociés pour la plupart au début des années 2000. Ces montants ont été remplacés par un nouveau contrat de 15 millions d'euros dont le taux variable a été protégé en décembre 2015 par un contrat de swap assurant à la ville qu'elle ne payerait pas un taux supérieur à 1,8 %.

Aucune pénalité n'a été versée aux établissements bancaires pour ces opérations. Elles ont en revanche permis de faire baisser de 300 000 euros le montant des intérêts financiers hors swaps payés par la ville et de diminuer son taux moyen de 2,50 % au 31/12/2014 à 2,37 % au 31/12/2015. Ces opérations viennent compléter celles qui avaient déjà été menées par la ville en 2014 puisque le taux moyen des contrats de la ville était déjà passé de 2,59 % à 2,50 % l'année dernière.¹⁰

¹⁰ Pour plus de détail sur ces opérations, voir le rapport dédié annexé à la délibération sur la gestion de la dette 2015.

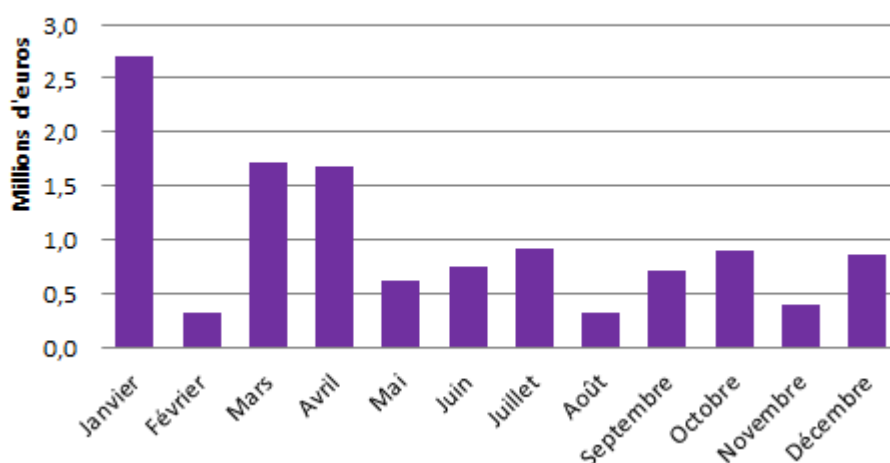
Evolution du taux moyen d'emprunt payé par la ville de Colombes



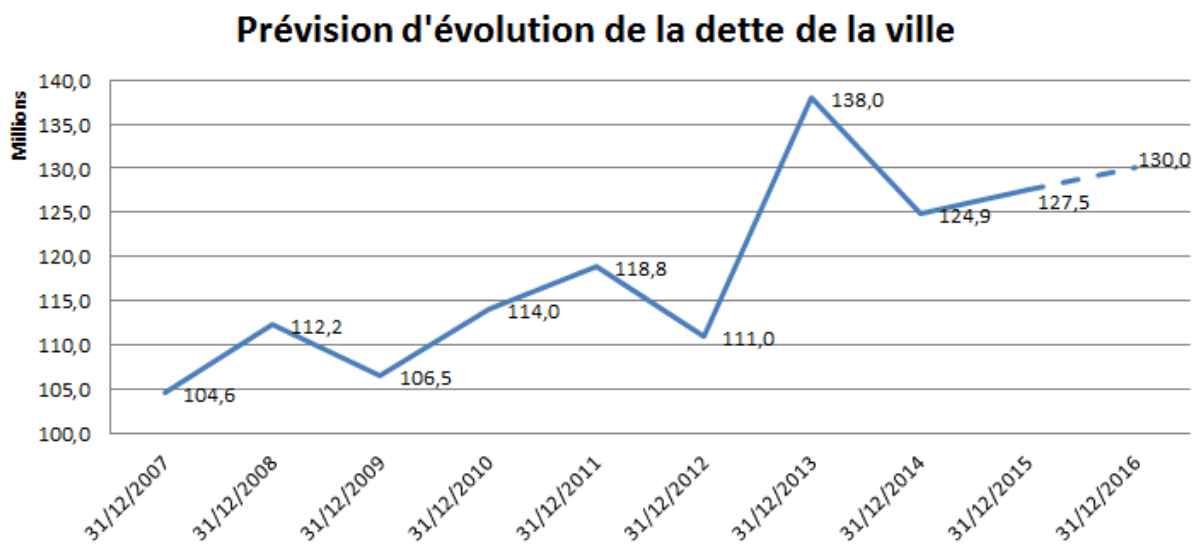
2.1.2.2. Les remboursements normaux d'échéances de dette : 11,4 millions d'euros

Conformément aux contrats qu'elle avait passés, la ville a également remboursé cette année 11,4 millions d'euros de capital de dette dont les principaux montants sont comme chaque année acquittés dans les premiers mois de l'année.

Capital de dette remboursé en 2015



Ce remboursement couplé aux nouveaux besoins de financement de la ville ont permis de stabiliser la dette de la ville à 127,5 millions d’euros. En 2016, la tendance devrait rester la même avec une dette toutefois encore très nettement en-dessous du niveau atteint à la fin du dernier mandat (138 millions d’euros) :



2.1.2.3. Les autres dépenses d'investissement

Les autres dépenses sont constituées de :

- 220 000 euros de reversement de la TVA collectée à l’occasion de la cession à la CODEVAM en 2013 d’un bien immobilier situé entre le 28 rue Youri Gagarine et le 19 avenue de l’Europe,
- 2,3 millions d’euros au chapitre 13 pour des régularisations comptables de subventions d’investissement reçues par la ville,
- 465 000 euros au chapitre 27 pour divers arrêtés de consignation immobilière pris par la ville en 2015,
- 1,2 million d’euros de dépenses au chapitre 45 au titre des opérations d’investissement menées par la ville pour le compte de tiers : 410 000 euros pour les opérations d’extension de la cuisine centrale du SIVU et 790 000 euros pour les opérations de rénovation urbaine du quartier des Grèves réalisées par la ville pour le compte de Colombes Habitat Public. Comme toute opération pour compte de tiers, la ville se fait rembourser les dépenses engagées par les tiers concernés.

2.2. Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont essentiellement constituées des ressources propres de la ville, des subventions d'investissement qu'elle reçoit et des recettes d'emprunts.

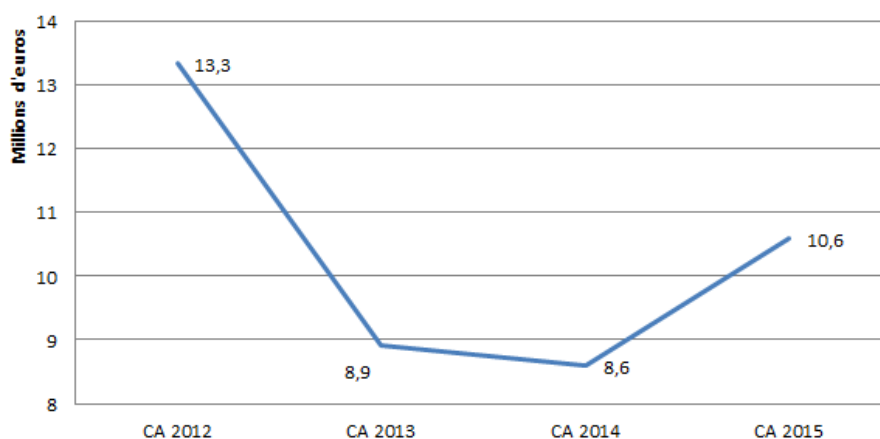
2.2.1. Un autofinancement en hausse entre 2014 et 2015

L'autofinancement de la ville est constitué :

- des excédents de la section de fonctionnement qui ne sont pas affectés au remboursement normal du capital de la dette (aussi appelé épargne nette),
- des recettes d'investissement autres que de l'emprunt : subventions d'investissement perçues par la ville, FCTVA, taxe d'aménagement, recettes d'amende de police, etc.

2.2.1.1. Une augmentation de l'épargne nette structurelle en fin d'exercice

Grâce aux efforts budgétaires qu'elle a produits, la ville a réussi à préserver ses capacités d'investissement et épargne nette structurelle en fin d'exercice.¹¹



Cette remontée lui permet donc d'augmenter les excédents de fonctionnement dédiés au financement de sa section d'investissement et de limiter l'augmentation de sa dette.

2.2.1.2. 4,1 millions d'euros de TVA récupérée

Le Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) est une dotation versée aux collectivités territoriales par l'Etat pour leur permettre de récupérer, sur la base d'un taux forfaitaire, la TVA qu'ils ont payé pour réaliser leurs dépenses d'investissement pour des opérations qu'ils accomplissent en tant qu'autorités publiques.

En 2015, le taux forfaitaire du FCTVA était de 15,761 % en compensation des dépenses d'investissement de la ville au titre de l'année 2014. Les dépenses au titre de l'année 2015 seront, elles, remboursées par l'Etat dans le courant de l'année 2016.

¹¹ Cette épargne est calculée à partir des dépenses et recettes de gestion courante apparaissant sur la maquette budgétaire et ne tenant pas compte des dépenses et recettes exceptionnelles, des dépenses et recettes de provision. L'impact des subventions d'équilibre non versées aux budgets annexe en 2014 a également été retraité.

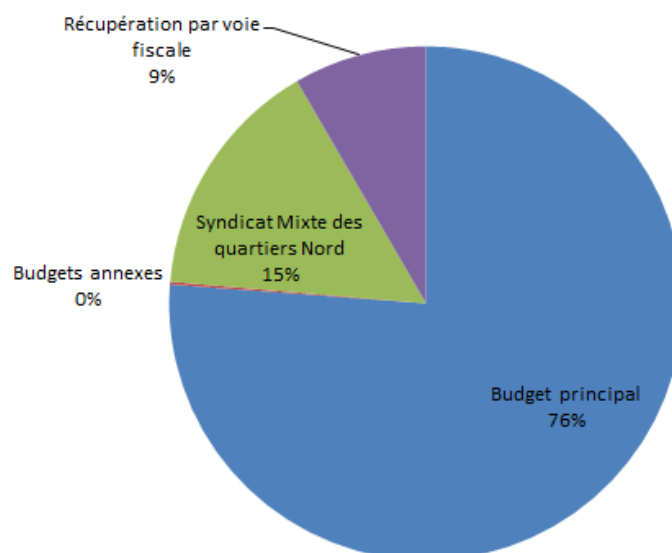
La ville ayant déclaré quelques 23 millions de dépenses d'investissement éligibles au fonds en 2015, elle a récupéré les sommes suivantes :

- 3,4 millions d'euros de FCTVA au titre des investissements du budget principal,
- 7 700 euros au titre des investissements de ses budgets annexes.

Outre les dépenses ordinaires d'investissement, la ville a poursuivi le travail qu'elle avait engagé en 2014 en réclamant tous les remboursements de TVA auxquels elle avait droit et qu'elle n'avait pas effectués jusqu'à présent :

- Conformément à la convention de dissolution signée avec le Conseil départemental des Hauts-de-Seine, la ville a ainsi récupéré en 2015 la TVA qu'elle avait versée au titre de ses participations aux opérations menées par le Syndicat Mixte des Quartiers Nord soit 686 000 euros
- A cela s'ajoutent enfin les récupérations de TVA opérées par la ville par voie fiscale (autre modalité de récupération) pour la rénovation du cinéma l'Hélios soit 377 000 euros.

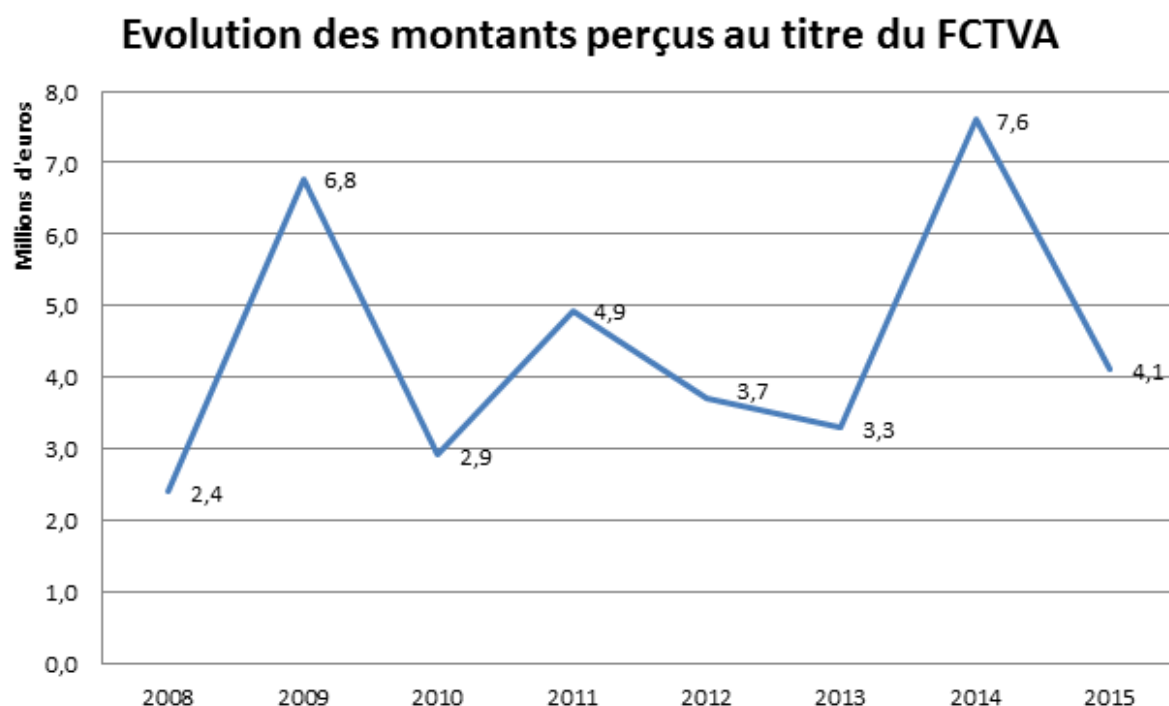
Montants de TVA récupérés en 2015



En revanche, deux reversements de TVA attendus sur 2015 seront finalement comptabilisés sur l'exercice 2016 :

- Le reversement pour les travaux de mise en accessibilité du parking de l'Hôtel de ville 47 000 euros,
- Le reversement pour les travaux effectués en régie par la ville.

La comparaison des montants de FCTVA d'une année sur l'autre fait apparaître de grandes disparités entre années dues au cycle électoral. La plupart des opérations étant lancées en début de mandat, la récupération de la TVA se fait généralement au début du mandat précédent une fois les travaux achevés et toutes les factures payées sachant que la déclaration est en plus toujours opérée avec une année de décalage. En 2014 comme ce fut le cas en 2009, la ville avait donc perçu d'importants montants de FCTVA. En 2015, la ville est revenue dans la moyenne de ce qui avait été constaté au cours des exercices précédents :



2.2.1.3. 3,4 millions d'euros de recettes de fiscalité indirecte

La réglementation comptable prévoit l'imputation en recettes d'investissement de plusieurs taxes au rendement très aléatoire selon les années. La fiscalité de l'aménagement qui dépend des opérations menées sur la ville fait partie de ces recettes. Pour rappel, la fiscalité a été modifiée par la loi SRU du 13 décembre 2000¹² et le versement pour dépassement du Plafond légal de densité (PLD) a été remplacé par la taxe locale d'équipement (TLE) et la taxe d'aménagement (TA). Le PLD a, lui, été supprimé à compter du 31 décembre 2014.

En 2015, la ville a perçu à ce titre :

- 1 500 euros sur la taxe locale d'équipement,
- 1,2 million d'euros au titre du versement pour dépassement du plafond légal de densité. Cette taxe a été supprimée par la loi à compter du 1er janvier 2015, les montants perçus par la ville sur cette année et les suivants correspondent donc à des reliquats collectés par les services fiscaux au titre d'opérations réalisées avant le 1er janvier 2015.

¹² Loi SRU n°2000-1208 du 13 décembre 2000

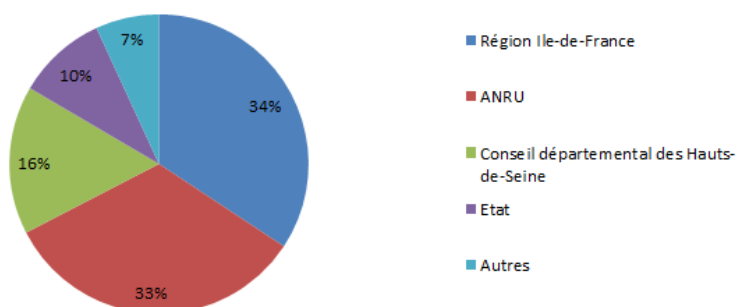
- 2,2 millions d'euros au titre de la taxe d'aménagement. Cette taxe créée en 2010 s'applique à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme.

2.2.1.4. 8,2 millions d'euros de subventions d'investissement reçues

Comme au cours des années précédentes, la ville a reçu des subventions d'investissement pour ses différentes opérations :

- L'ANRU pour 5,5 millions d'euros,
- La construction du groupe scolaire de la Marine 700 000 euros du Conseil régional,
- La rénovation du cinéma l'Hélios : 231 000 euros du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine,
- L'enfouissement des réseaux : 142 000 euros du SIPPEREC,
- La vidéo-surveillance : 137 000 euros du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine.

Répartition par financeur des subventions d'investissement reçues



2.2.2. D'importantes recettes d'emprunt pour permettre à la ville de mener ses actions de gestion active de la dette

Malgré un taux d'autofinancement de ses investissements en hausse, la ville a mobilisé en 2015 d'importantes recettes d'emprunt pour pouvoir mener à bien sa politique de renouvellement de son stock de dette.

Sur les sommes mobilisées en 2015, les fonds ont ainsi été répartis de la manière suivante :

Dette de la ville au 31 décembre 2014	124 906 299,00 €
Nouveaux contrats de prêts mobilisés par la ville en 2015	30 000 000,00 €
Remboursement normal du capital de dette de la ville ¹³	11 457 146,53 €
Remboursement anticipé de la dette	15 955 550,47 €
Dette de la ville au 31 décembre 2015	127 493 602,00 €

¹³ Soit 11 428 065,81 euros sur le budget principal et 29 080,72 euros sur le budget annexe assainissement.

2.2.3. Les autres recettes d'investissement

Les autres recettes d'investissement sont constituées :

- Au chapitre 204 de la prise en charge par la CODEVAM des travaux de raccordement électrique de l'opération du 138 avenue Henri Barbusse,
- Au chapitre 21 du remboursement par le CCAS à la ville de l'acquisition de tablettes numériques qui avaient été achetées en son nom puis cédées à cette structure,
- Au chapitre 23 de remboursements d'avances forfaitaires versées par la ville dans le cadre de marchés de travaux,
- Au chapitre 27 de recettes liées à plusieurs arrêtés de déconsignation et au remboursement d'une avance de 900 000 euros octroyée par la ville à la CODEVAM en 2012 pour l'opération de la ZAC de la Marine,
- Au chapitre 45 de remboursements effectués par le SIVU COCLICO et Colombes Habitat Public pour les travaux effectués en leur nom par les services de la ville conformément à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée avec ces organismes (opérations pour compte de tiers).

Les budgets annexes

Le budget assainissement

Fin 2015, la ville a clôturé définitivement son budget annexe assainissement puisque cette compétence a été transférée à compter du 1^{er} janvier 2016 au territoire du Grand Paris.

Cette dernière année aura donc été une année de transition. Cela n'a toutefois pas empêché la ville de poursuivre son programme d'investissement et de modernisation de ses réseaux d'assainissement avec 280 000 euros contre 300 000 euros en 2014 et 210 000 en 2013. Sur ces 280 000 euros, 160 000 euros ont été dédiés au remboursement de la dette de la ville affectée à la compétence assainissement et 120 000 euros ont été affectés à des travaux sur les réseaux d'assainissement dans le cadre de la réhabilitation du 32-34 Europe ainsi qu'à la création d'une bouche de sortie du réseau avenue Joseph Lasnier.

Comme chaque année, les dépenses de fonctionnement ont permis :

- Le paiement de la redevance au délégataire de service public en charge de la gestion du réseau d'assainissement de la ville,
- Le paiement des consommations d'électricité du bassin de rétention de la ville.

Les recettes de fonctionnement ont, elles, été constituées des redevances d'assainissement perçues par la ville et dont le taux est resté inchangé entre 2014 et 2015.

Le budget de la Zone artisanale Gabriel Péri

Le budget de la zone artisanale est constitué en dépenses des frais d'entretien de cette zone (électricité, nettoyage, taxes, entretien du portail) et en recettes des loyers acquittés par les entreprises louant des locaux dans cette zone.

En investissement, les dépenses 2015 de ce budget ont porté sur la pose de 5 bornes d'éclairage sur le parking de la zone artisanale et le remplacement des vitrages sur l'une des portes de la zone.

Le budget du centre sportif Lagravère

Le budget du centre sportif Lagravère est composé en dépenses :

- Des salaires des 38 agents chargés de la gestion de cette structure soit 1,7 million d'euros par an,
- Des fluides de la piscine, de la patinoire et des tennis (électricité, gaz et eau) pour 373 000 euros,
- Et des divers frais de maintenance et d'achats de petits matériels nécessaires au fonctionnement de ces installations.

En recettes, le budget est constitué :

- Des recettes de tarifs payés par les usagers : 350 000 euros en 2015,
- De la subvention versée chaque année par le budget principal à ce budget annexe pour assurer son équilibre.

Sur l'exercice, les investissements réalisés ont par ailleurs plus que doublé par rapport à l'année précédente avec 253 000 euros de réalisations et notamment :

- La réfection du sol de la patinoire et des vestiaires,
- L'installation de contrôles d'accès à la patinoire,
- Le début des opérations de rénovation des courts de tennis extérieurs.

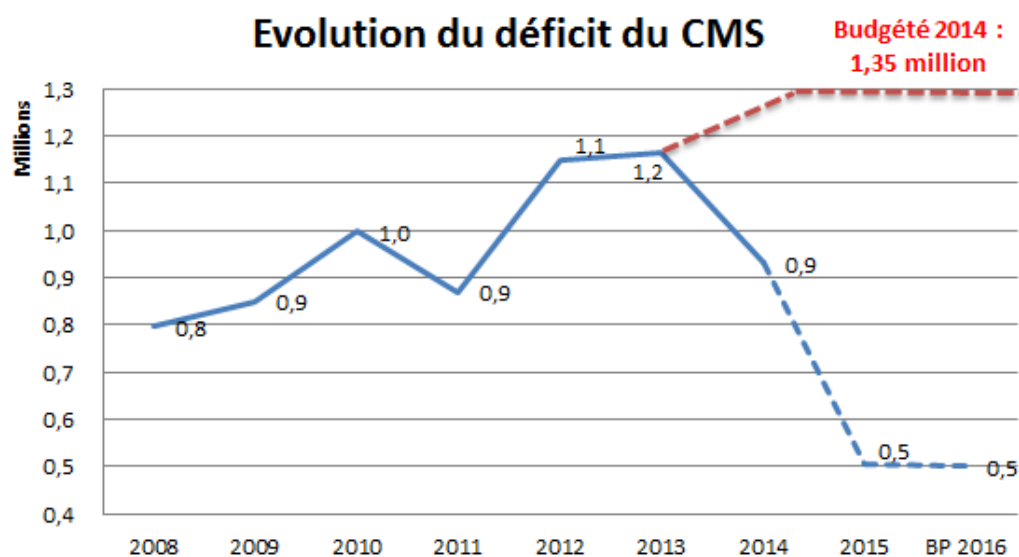
Le budget du centre municipal de santé

Les dépenses du centre municipal de santé sont essentiellement :

- Des dépenses de personnel qui pèsent pour 95 % des dépenses de cette structure,
- Les autres dépenses (environ 50 000 euros) portent comme sur l'entretien du bâtiment, le paiement des fluides et la maintenance des différents équipements du centre.

En 2014, la ville a décidé de fermer les spécialités médicales du centre, les déficits qui s'étaient auparavant creusés se sont considérablement réduits. Alors que la ville prévoyait dans son budget primitif 2014 un déficit de 1,3 million d'euros celui-ci a été en réalité de 900 000 euros avant de descendre à 500 000 euros en 2015.¹⁴ En 2016, la ville prévoit de le stabiliser aux alentours de 500 000 euros également.

¹⁴ Montant prévisionnel, seul le montant présenté au compte administratif et validé par le compte de gestion peut être considéré comme définitif.



Cette baisse du déficit s'explique également par une augmentation importante de l'activité du centre grâce à :

- La mise en place de consultations sans interruption à partir du mois de mars 2015, les mardis et jeudis. Ces nouvelles modalités sont destinées en priorité aux personnes en activité professionnelle dans le secteur qui souhaitent consulter pendant leur pause méridienne.
- L'ouverture désormais du centre pendant l'été. Depuis plusieurs années, le CMS est fermé pendant 3 semaines au mois d'août. Cette année, l'ouverture pendant tout l'été a permis d'attirer de nouveaux patients (84 au mois d'août) pendant cette période où la pénurie de médecins est importante.
- L'augmentation du nombre de vacation sans rendez-vous programmés : en septembre 2015, une vacation sans rendez-vous a été créée le lundi après-midi. Elle permet de traiter le fort afflux de demandes de consultation en urgence du début de semaine.

Grâce à cette politique volontariste d'amélioration de la fréquentation du centre, le nombre de nouveaux dossiers de médecine générale a augmenté de 46% et le nombre de consultations a bondi de 29 % entre 2014 et 2015 :

Nombre de consultations de médecine générale		
2014	2015	Evolution
7 753	9 963	29%

En contrepartie de cette hausse d'activité et grâce à une politique renforcée de lutte contre les impayés, les recettes ont augmenté de 32 %

Recettes issues des consultations de médecine générale			
2014	2015	Différence	Evolution
180 816,00 €	238 177,00 €	57 361,00 €	32%

Conclusion

Au terme de deux années de choix difficiles pour la municipalité, le redressement de la situation financière est bien avancé et la volonté de ne pas augmenter les impôts a été respectée.

Colombes a ainsi réussi à faire face aux nombreuses baisses de recettes programmées et à tenir un budget en baisse sans constater de dérapages dans son exécution :

Taux de réalisation du budget principal			Taux de réalisation
	Budget primitif	Compte administratif	2015
Charges à caractère général	30 096 262,17 €	29 216 952,13 €	97%
Masse salariale	74 957 100,00 €	73 925 135,55 €	99%
Charges financières	3 948 650,91 €	3 460 992,58 €	88%
Charges exceptionnelles, provisions et autres dépenses de fonctionnement	22 205 009,95 €	26 505 975,83 €	119%
Total dépenses réelles de fonctionnement	131 207 023,03 €	133 109 056,09 €	101%
Dépenses d'équipement	43 332 220,11 €	22 993 756,15 €	53%
Dépenses financières	74 978 453,44 €	39 560 008,71 €	53%
Opérations pour compte de tiers (SIVU, CHP)	1 878 000,00 €	1 205 312,48 €	64%
Total dépenses réelles d'investissement	120 188 673,55 €	63 759 077,34 €	53%

Le seul taux supérieur à 100 % dans le tableau ci-dessus est explicable par la réalisation de dépenses non-récurrentes :

- La passation d'une provision de 1 million d'euros,
- Et 3 millions d'euros de subventions d'équilibre non passées sur l'exercice 2014 suite à mauvaise imputation comptable de ces dépenses.

Les efforts accomplis par la ville sur ses dépenses de fonctionnement lui permettent par ailleurs de conserver intact son autofinancement et ses ratios financiers :

En années	2013	2014	2015
Capacité de désendettement brute ¹⁵	6,78 années	5,99 années	6,13 années
Capacité de désendettement retraitée des dépenses et recettes exceptionnelles ¹⁶	10,3 années	7,3 années	8,2 années
Taux d'épargne brute ¹⁷	11,7 %	11,8%	13 %

¹⁵ La capacité de désendettement est définie comme la capacité pour la ville de rembourser sa dette à un instant déterminé. Le seuil d'alerte est classiquement défini à 10 ans pour une commune et le seuil d'alerte extrême à 15 ans.

¹⁶ La ville de Colombes a constaté en 2013 et en 2015 d'importantes recettes exceptionnelles liées à des cessions de terrains. Pour ne pas fausser l'analyse sur la santé financière structurelle de la ville, le Cabinet Klopfer avait fait dans sa prospective un retraitement des charges et recettes exceptionnelles.

¹⁷ Le taux d'épargne brute est défini par le cabinet Klopfer comme le rapport entre l'épargne brute (dépenses moins recettes réelles de fonctionnement) et les recettes de gestion courante (recettes hors recettes exceptionnelles). Le seuil d'alerte est classiquement défini comme étant de 10 %.

Par ailleurs, les projets de rénovation urbaine (ANRU) avancent malgré les difficultés posées par les contentieux déposés contre des projets tels que les fossés-Jean. La ville n'est plus « un petit Marseille » grâce à une mise en place d'une coordination efficace avec les forces de police nationale. La ville s'engage enfin avec volontarisme sur les projets éducatifs avec le déploiement en 2016 de tablettes et de numérique dans les écoles, des actions auprès des associations et des acteurs sociaux ou encore l'ouverture de place en crèches. Des nouvelles entreprises arrivent créant un dynamisme pour l'emploi local même si elles n'apportent plus de recettes directes à la ville car celles-ci sont désormais captées par la MGP et l'EPT. La ville a été retenue en 2015 comme site olympique validant, s'il en était besoin, notre ambition pour l'arc sportif.